

Chalabi, pion de la guerre CIA-Maison-Blanche

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Daniel Pipes analyse l'imputation selon laquelle Ahmed Chalabi aurait révélé aux Iraniens que leurs codes secrets avaient été percés. À l'issue d'un raisonnement complexe, il déduit que son ami est victime d'un complot de la CIA et du département d'État. Peu d'informations étant disponibles, il est impossible pour le lecteur de conclure définitivement, mais *a contrario* le raisonnement de Pipes indique que son groupe est en guerre contre l'Agence.

page 10

LE LÉVIATHAN US

Chasses aux sorcières, des communistes aux musulmans



Depuis le début du XX^e siècle, les États-Unis ont forgé leur unité nationale sur la dénonciation d'un ennemi intérieur. Les communistes occupent une place de choix parmi les cibles de cette chasse aux sorcières qui toucha aussi les anarchistes, les citoyens d'origine japonaise, les homosexuels et les athées. L'État fédéral a mis en place de gigantesques structures de répression articulées à des milices patronales. Cette violence permanente contre des bouc-émissaires se tourne aujourd'hui vers les musulmans.

page 2

REPÈRE : 18 JUIN 1984

Les « Turner Diaries », bible de la haine

En 1978, William Pierce, leader du groupe suprémaciste blanc « National Alliance » autopublie un roman, *The Turner Diaries*. Sous la forme d'un journal tenu par un guérillero néo-nazi, il raconte le combat final de la population blanche états-unienne contre la terreur instaurée par le gouvernement judéo-négroïde de Washington. Le livre, qui glorifie le génocide, connaît un énorme succès dans l'extrême droite occidentale. Il en existe même une traduction en breton ! Il inspire notamment Tim McVeigh, auteur de l'attentat d'Oklahoma City qui en portait toujours une copie sur lui. Le 18 juin 1984, après l'avoir lu, deux militants néo-nazis de Denver décident de créer un « groupe de résistance aryenne » : leur première action sera d'abattre leur voisin, le présentateur de télévision juif Alan Berg. ■



LE PREMIER SYNDICAT ÉTATS-UNIEN DEMANDE LA FIN DE L'OCCUPATION DE L'IRAK

Le Service Employees International Union (SEIU), premier syndicat aux États-Unis avec 1,6 millions de membres et affilié à l'AFL-CIO, a adopté à l'unanimité, lors de sa convention annuelle à San-Francisco, le 22 juin, une déclaration demandant notamment « la fin de l'occupation de l'Irak par les États-Unis ; la réattribution des ressources de la nation actuellement allouées aux dépenses militaires démesurées, afin de subvenir aux besoins des familles de travailleurs dans les domaines des soins de santé, de l'éducation, de la protection de l'environnement, du logement et pour un niveau de vie décent. ». Cette déclaration se base sur une lettre adressée en janvier dernier par le président de la SEIU, Andrew L. Stern, à George W. Bush, dans laquelle il remettait en cause l'ensemble de sa politique. Contrairement à une opinion commune en Europe, l'alternative aux États-Unis n'est plus entre l'État providence démocrate et la dérégulation républicaine, mais entre dépenses civiles ou dépenses militaires. ■

Le Léviathan US

Chasses aux sorcières, des communistes aux musulmans

Depuis le début du XX^e siècle, les États-Unis ont forgé leur unité nationale sur la dénonciation d'un ennemi intérieur. Les communistes occupent une place de choix parmi les cibles de cette chasse aux sorcières qui toucha aussi les anarchistes, les citoyens d'origine japonaise, les homosexuels et les athées. L'État fédéral a mis en place de gigantesques structures de répression articulées à des milices patronales. Cette violence permanente contre des bouc-émissaires se tourne aujourd'hui vers les musulmans.



Depuis les attentats du 11 septembre 2001, les États-Unis connaissent une hausse importante des agressions contre les musulmans et de la discrimination à l'embauche à l'égard des travailleurs musulmans, arabes ou sikhs. Dans un rapport paru en mai 2004, le Conseil pour les relations américano-musulmanes (CAIR), une importante organisation musulmane américaine, a ainsi recensé 93 cas de crimes racistes en 2003, soit plus du double qu'en 2002. Le phénomène n'est pas nouveau : tout au long du XX^e siècle, les États-Unis ont subi des vagues de violence dirigées contre de prétendus « *ennemis de l'intérieur* ». Le tout avec la bénédiction, voire la complicité de l'État fédéral.

En 1917, le président Woodrow Wilson confia à son ancien directeur de campagne électorale, George Creel, la direction du premier organisme moderne de propagande étatique : le Comité pour l'information publique (Committee on Public Information - CPI). Il définit des méthodes de manipulation des masses qui furent ultérieurement appliquées par Goebbels en Allemagne et Tchakotine en URSS. Sa mission était de convaincre les citoyens, en utilisant les moyens de l'État à leur insu, qu'il fallait entrer dans la Première Guerre mondiale et y investir toutes les ressources du pays. Pour ce faire, Creel exacerba une forme de nationalisme, plongeant le pays dans une « *chasse aux sorcières* » contre tous ceux qui pouvaient être soupçonnés de ne pas être assez patriotiques : les objecteurs de consciences, les États-Uniens d'origine allemande, les immigrés, les communistes et ceux qui avaient échappé à la conscription. Une fois le conflit terminé, la xénophobie d'État se tourna non seulement contre les immigrés, mais aussi contre les opposants politiques.

Les États-Unis connaissent une grave crise économique lors de la reconversion de l'économie de guerre en économie de paix. D'importantes grèves ont lieu en janvier 1919, notamment à Seattle, où 60 000 travailleurs paralysent toute activité. Ils sont immédiatement qualifiés de « *rouges* » et accusés de fomenter un coup d'État. Le maire de la ville, Ole Hansen, annonce le recours de la municipalité à 1500 policiers et autant d'agents fédéraux pour briser le mouvement. Sous la menace d'un bain de sang, les grévistes reprennent le travail.

L'épisode inaugure une nouvelle manière de traiter les revendications sociales et les opposants politiques. À la suite d'une série d'attentats attribués à des anarchistes en 1919, l'Attorney General A. Mitchell Palmer, invente le mythe du « *péril rouge* » (*Red Scare*). Pour lutter contre cette menace intérieure, il crée une police politique au sein du FBI, la Division des renseignements généraux (General Intelligence Division - GID), dont le but est de dévoiler les « *complots bolchéviques* » et d'en identifier, puis incarcérer ou déporter les auteurs. Il place à sa tête John Edgar Hoover. L'État fiche ainsi près de 200 000 opposants et organisations radicales, ce qui débouchera sur l'arrestation de milliers de personnes, qui seront placées en détention ou expulsées du territoire, pour les étrangers, parfois pour de simples propos anticapitalistes ou antigouvernementaux. Le tout en violation des droits les plus élémentaires de la défense (droit à un avocat, droit à un procès équitable...).



John Edgar Hoover
Directeur du FBI de 1924 à 1972.

Cette politique n'est pas uniquement xénophobe : elle s'accompagne d'une rhétorique selon laquelle ceux qui contestent l'ordre établi sont « *non-Américains* » (*unamerican*). Ce qui revient à considérer comme des étrangers ceux qui n'ont pas les mêmes opinions politiques que les gouvernants. Deux partis, qui sont également des syndicats, sont particulièrement visés : l'Internal Workers of the World (IWW, ou *Wobblies*, dirigé par "Big" Bill Haywood, et le Parti socialiste dirigé par Eugene Debs. Deux formations politiques qui se sont officiellement opposées à la Première Guerre mondiale.

Dans le même temps, les grèves et émeutes qui secouent le pays sont qualifiées dans la presse de « *crime contre la société* ». Des généraux stationnés en Europe décident de créer une association d'anciens combattants qui puisse régénérer le pays en refusant la lutte des classes et en mettant en avant les valeurs d'unité et de sacrifice qui triomphèrent pendant la guerre. Le 8 mai 1919 ils créent la Légion américaine à St. Louis pour « *soutenir et défendre la Constitution des États-Unis d'Amérique, maintenir la loi et l'ordre, initier et perpétuer un américanisme pur et dur* ». Six mois plus tard, l'organisation compte plus de 650 000 membres, puis un million fin 1919. La plupart d'entre eux ne font que distribuer des tracts anti-communistes, mais les éléments les plus fanatiques n'hésitent pas à faire le coup de poing contre les communistes réels ou supposés et coordonnent les actions des « *briseurs de grève* ». En 1933 le chef de la Légion américaine sollicite un grand soldat, l'ancien commandant en chef des Marines, le général Smedley Darlington Butler, pour transformer l'association sur le modèle des Croix de feu français et prendre le pouvoir. Mais au dernier moment (comme François de La Rocque peu après en France), le héros se rétracte et refuse de prendre la tête d'un coup d'État fasciste [1].

La « *chasse aux Rouges* » s'arrête progressivement en 1920. En mai, à la faveur de l'affaire Sacco et Vanzetti, deux communistes italiens accusés probablement à tort d'avoir braqué et tué le caissier et le gardien d'une usine de Braintree, douze éminents juristes états-uniens rendent un rapport sur les violations des libertés fondamentales par le Département de la Justice. La décision prise par l'Assemblée de New York de renvoyer les élus socialistes suscite l'indignation des journaux nationaux et de responsables politiques. Même l'Attorney General Alexander Mitchell Palmer se prononce contre cette décision, en déclarant injuste d'assimiler les socialistes aux communistes. Par ailleurs, l'expulsion d'étrangers apparaît rapidement, aux yeux des patrons de l'industrie, comme la disparition d'une main d'œuvre bon marché. L'ensemble de ces facteurs mène à l'essoufflement du processus entamé en 1919. Mais l'affaire de la première « *grande peur des Rouges* » permet déjà de recenser plusieurs aspects de l'anticommunisme que l'on retrouvera tout au long de l'Histoire des États-Unis au XXe siècle : « *l'intolérance, la xénophobie, l'obsession du complot, l'atteinte aux libertés au nom de la sécurité interne, la menace extérieure utilisée pour briser une opposition extérieure, la délation, les accusations tous azimuts, la brutalité de la répression ou la mise à l'écart des règles juridiques pour ceux que l'on considère comme séditieux* » [2].

Le 19 février 1942, le président Roosevelt, cédant au sentiment xénophobe ordonne l'arrestation sans jugement de 120 000 citoyens états-uniens d'origine japonaise et leur internement en camp de concentration. Cette mesure discriminatoire ne s'applique pas aux citoyens dont les familles sont originaires d'autres pays ennemis, notamment l'Allemagne, mais exclusivement à ceux dont les parents sont japonais [3].

La fin de la Seconde Guerre mondiale et le début de la Guerre froide qui va opposer, pendant plus de quarante ans, les États-Unis à l'URSS, relancent le sentiment anticommuniste au sommet de l'État. Le président Harry S. Truman est critiqué de toute part. Sur sa droite, les Républicains l'accusent d'être trop « *mou* » face au « *péril communiste* ». Sur sa gauche, il doit faire face à une



Harry S. Truman

opposition hétéroclite, composée de certains Démocrates, autour d'Henry Wallace, du Parti communiste, mais aussi de personnalités isolées telles que Walter Lippman, Albert Einstein, Fiorello La Guardia, ou encore Henry Morgenthau. Ces individus considèrent que *« la réconciliation avec l'Union soviétique [est] possible sans sacrifier l'intérêt national (...) que la Guerre froide ne [doit] pas être un processus de militarisation et que le conflit [menace] les institutions américaines et les*

principes les plus chers au cœur des Américains » [4]. Des propos qui trouvent un écho dans la population elle-même qui, bien qu'anticommuniste dans son ensemble, ne souhaite pas d'une confrontation avec l'URSS, d'autant que l'idée d'un « *péril rouge* » apparaît plus comme un fantasme que comme une réalité. Le souvenir de l'alliance soviéto-états-unienne pour lutter contre l'Allemagne nazie est encore vivace.

Comme après la Première Guerre mondiale, et même si la domination des États-Unis sur l'économie mondiale va rapidement se mettre en place, le retour à une économie de paix pose, dans les premières années, quelques difficultés à la population. Ainsi l'année 1946 voit-elle un retour du chômage et des grèves. Le mouvement social suscite un fort sentiment anti-syndical qui conduit à un succès des Républicains aux élections législatives. Immédiatement, une trentaine d'États adoptent des législations anti-syndicales et, en 1947, le Congrès vote, contre l'avis du président Truman qui tente d'y opposer son veto, la loi Taft-Hartley. Celle-ci vise à *« réduire le pouvoir syndical et à éliminer spécifiquement l'influence communiste dans le mouvement syndical »* [5]. Le texte prévoit notamment que tout élu syndical jure par écrit *« qu'il n'est pas membre du parti communiste ou affilié à un tel parti et qu'il ne croit ni n'enseigne le renversement du gouvernement des États-Unis par la force ou par tout moyen illégal ou anticonstitutionnel »* [6].

Des affaires d'espionnage supposées - en réalité inventées - au profit de l'URSS renforcent la paranoïa anti-communiste naissante. En octobre 1946, l'U.S. Chamber of Commerce publie un rapport selon lequel les communistes auraient infiltré les instances gouvernementales, notamment le Département d'État, et les syndicats. Il propose, dans ses conclusions, de *« chasser tous les "subversifs" des lieux où se forme l'opinion : écoles et bibliothèques, cinéma, radio et télévision, presse écrite »* [7]. Un peu plus tôt, un rapport de J. Edgar Hoover, devenu directeur du FBI, affirmait l'existence d'un vaste réseau d'espionnage implanté aux États-Unis, avec des ramifications au sein même du gouvernement. Hoover affirme par ailleurs avoir demandé à ses hommes de continuer leurs investigations et confirme travailler à l'élaboration *« d'une liste de tous les membres du parti et des personnes dangereuses en cas de crise sérieuse avec l'Union soviétique »*.

Cette vaste campagne de désinformation porte ses fruits. Afin d'enlever aux Républicains leur principal argument électoral, Truman met en place, en novembre 1946, une commission temporaire chargée d'évaluer la loyauté des fonctionnaires. Le 21 mars, elle devient permanente par le décret présidentiel n°

9835, qui établit un programme de vérification de la loyauté des fonctionnaires.

Simultanément, Truman met en place un appareil d'État secret capable de conduire sans discontinuer une Guerre froide contre l'Union soviétique quelles que soient les alternances politiques. Le *National Security Act* de 1947 crée à la fois un état-major interarmes permanent en temps de paix (JCS), une agence omnipotente de renseignement et d'action (CIA), et un salle de commandement permanente (NCS). Puis, il limoge le général George F. Keenan, théoricien de la menace soviétique mais partisan de l'endiguement, au profit de Paul H. Nitze, favorable à l'affrontement militaire sur des théâtres périphériques.

En 1948, Truman est réélu Président des États-Unis. En réalité, le mouvement sur lequel il surfe le dépasse déjà. Au Congrès, les représentants ont créé une Commission parlementaire sur les activités anti-américaines, où Richard Nixon joue un rôle important. La commission est notamment à l'origine de la première « *chasse aux sorcières* » dans le milieu du cinéma et du divertissement, avec l'aide de Ronald Reagan, alors président du Screen Actors Guild, le syndicat des acteurs à Hollywood [8]. En 1948, c'est encore Richard Nixon qui pousse ses collègues parlementaires à s'intéresser à l'affaire Alger Hiss, du nom de ce haut fonctionnaire du Département d'État accusé d'avoir appartenu au Parti communiste sur la base d'informations - au demeurant peu fiables - de Whittaker Chambers, un important responsable de la rédaction de *Time*. Cette affaire renforce la légitimité de la croisade anticommuniste et ouvre la voix au sénateur Joseph McCarthy.



Joseph McCarthy

Cet homme politique médiocre, élu « *le pire parlementaire* » en 1951 par l'Association des journalistes parlementaires, dîne, en janvier 1950 avec le père Edmund Walsh, professeur de l'Université (jésuite) de Georgetown à Washington. Celui-ci lui suggère, pour garder son siège, de se lancer dans une croisade anticommuniste. Aussitôt dit, aussitôt fait. Le 9 février 1950, Joseph McCarthy prononce un discours à Wheeling dans lequel il met gravement en cause le secrétaire d'État Dean

Acheson et, tout en brandissant une feuille de papier, affirme détenir « *une liste de 205 noms, communiquée au secrétaire d'État, de membres du parti communiste qui malgré tout travaillent encore au département d'État et qui façonnent sa politique* ». L'affaire fait scandale, et pourtant, comme tous les discours sur l'« *ennemi intérieur* », les propos de McCarthy reposent sur du vent. Il n'y a pas de liste, pas de noms, si ce n'est ceux recensés par les comités d'évaluation des fonctionnaires, publiés en 1946, et qui comprenaient des anciens communistes, des fascistes, des alcooliques et des homosexuels.

Malgré la supercherie, McCarthy persiste et prononce un discours devant le Sénat le 20 février. Il y évoque l'infiltration de l'administration démocrate d'Harry Truman par des communistes. Président de la Government Committee on Operations du Sénat, il mène une série d'investigations afin de mettre en cause des décideurs politiques sur la base de leurs anciennes affiliations militantes. La plupart sont contraints de démissionner. Pour les autres, il leur

est proposé, pour sauver leur carrière, de dénoncer d'autres proches du Parti communiste. Des artistes et des intellectuels sont également inquiétés. En 1952, il nomme à ses côtés Roy Cohn, sur recommandation de John Edgar Hoover. Cohn avait participé à la mise en accusation de Julius et Ethel Rosenberg, un couple de juifs communistes accusés d'espionnage au profit de l'URSS et condamnés à mort en 1951. Le FBI a joué un rôle considérable dans la croisade anticommuniste de McCarthy, comme l'a indiqué William Sullivan, l'un des éminents agents du FBI : « *C'est nous qui rendions possibles les auditions de McCarthy. Nous [lui] fournissions tous les matériaux qu'il utilisait* ». Ces matériaux, le FBI n'avait pas les moyens de les réunir, il lui étaient fournis par un syndicat patronal, le Mid-America Research Library [9], qui établit plus de 6 millions de dossiers sur les activités politiques et sexuelles de leurs employés [10].

Les idées défendues par McCarthy ont le vent en poupe, et le gouvernement Truman devient la cible d'attaques anticommunistes répétées. Dean Acheson, le secrétaire d'État, est particulièrement visé, tout comme George Marshall, secrétaire à la Défense, qui sera contraint de démissionner. Harry Truman, lui-même attaqué sur ce terrain, renonce à se présenter aux élections présidentielles de 1952, remportées par le général Dwight Eisenhower. Son arrivée au pouvoir devait, pour beaucoup, sceller la fin du maccarthysme. Il n'en fut rien. McCarthy s'attaqua en effet à la « *culture anti-américaine* » dans les livres. Son équipe découvrit ainsi que 30 000 livres avaient été écrits par « *des communistes, des pro-communistes, d'anciens communistes ou des anti anti-communistes* ». Après la publication de la liste complète de ces ouvrages, les livres furent retirés des rayons des bibliothèques. Par ailleurs, une référence à Dieu est ajoutée au serment d'allégeance récité chaque matin par les écoliers et fonctionnaires pour repérer les communistes athées qui refuseraient de le prononcer. Mais le croisé de l'anticommunisme commet une erreur : en octobre 1953, il choisit de dénoncer l'infiltration communiste au sein de l'armée. L'institution se rebelle et obtient son départ par le vote d'une motion de censure, le 2 décembre 1954.

C'est une mauvaise nouvelle pour l'extrémiste anticommuniste John Edgar Hoover, qui dirige le FBI depuis 1924. La vie politique états-unienne est en effet secouée par différents mouvements de contestation, notamment celui pour les droits civils, emmenés par Martin Luther King, puis celui contre la guerre du Vietnam. C'est pour lutter contre cette subversion d'un genre nouveau que Hoover met en place le programme COINTELPRO (Counter Intelligence Programme), à partir de 1956. Ses premières cibles sont des responsables du Parti communiste états-unien, voire du Parti socialiste. Des dirigeants, des militants et des sympathisants de ces formations sont placés sur écoutes, écartés de l'administration, ou dénigrés dans des campagnes de presse avant les grandes échéances électorales. Rapidement, le programme se détache cependant de ses cibles originelles pour s'attaquer aux associations des droits civiques. John Edgar Hoover explique ainsi, dans une note interne adressée à l'ensemble de ses agents, le 25 mars 1968, que le COINTELPRO doit « *empêcher la coalition des groupes nationalistes noirs (...), empêcher la naissance d'un "messie" qui pourrait unifier et électriser le mouvement nationaliste noir. (...) Il faut faire comprendre aux jeunes Noirs modérés que, s'ils succombent à l'enseignement révolutionnaire, ils seront des*



Malcolm X

Les documents rendus publics à partir de 1970 sur COINTELPRO ne permettent pas de cerner avec précision la manière dont le FBI mena, dans le détail, les opérations de déstabilisation du mouvement pour les droits civiques. Le plus simple fut, d'une manière générale, de présenter les organisations du révérend Martin Luther King et de Malcolm X comme antipatriotiques, antiaméricaines et proches des communistes. Dans l'Amérique des années 1960, Malcolm X représente un danger tout

particulier. Converti à l'islam tout en ayant rompu avec le mouvement des Black Muslims, il est tour à tour accusé d'être antiblanc, antisémite et propagateur de haine raciale. Lorsque les arguments ne suffisent plus, il est abattu, le 21 février 1965 [11]. Le 4 avril 1968, c'est au tour de Martin Luther King. Grâce à ces deux meurtres, dont les enquêtes seront particulièrement bâclées, la volonté de John Edgar Hoover est accomplie : il n'y aura plus de « *messie* » capable « *d'unifier et d'électrifier le mouvement nationaliste noir* ». Le FBI s'est également attaqué, dans le cadre de COINTELPRO aux activités des Black Panthers. Ce mouvement, fondé en 1966, revendiquait la libération des Noirs états-uniens, non pas par le biais du militantisme pacifique prôné par Martin Luther King, mais plutôt par l'« *autodéfense* ». En 1969, l'un de ses membres, Fred Hampton, est exécuté au terme d'une opération menée conjointement par le FBI et la police de Chicago. Une autre figure emblématique du mouvement, Angela Davis, est accusée de meurtre et de kidnapping. Elle est arrêtée en 1970, et effectue seize mois de détention avant d'être acquittée de toutes ses charges.

De telles méthodes ne pouvaient continuer à rester inconnues du grand public. Bien que continuellement dénoncées par les opposants politiques qui en furent victimes, il faut attendre le scandale du Watergate pour que la presse nationale états-unienne s'intéresse à la question. Le FBI est alors accusé d'avoir mis sur écoute le siège de campagne des Démocrates, au bénéfice du président Nixon. Les révélations publiées par Bob Woodward et Carl Bernstein entraînent une série d'investigations sur les modes d'action de l'organisation dirigée par John Edgar Hoover. La paranoïa des agents fédéraux à l'encontre de l'« *ennemi intérieur* » disparaît peu à peu.

Le phénomène a pourtant resurgi subitement à la suite des attentats du 11 septembre. La nouvelle croisade ne vise plus aujourd'hui les communistes ou les Noirs, mais les musulmans. Daniel Pipes [12] s'en est fait le fer-de-lance en appelant, à de multiples reprises, à une épuration du personnel universitaire de tous ses éléments réputés trop sensibles à la cause palestinienne, et à la mise à l'écart des fonctionnaires et soldats de confession musulmane. Dans un article du *Jerusalem Post* du 26 novembre 2003, il préconise de distribuer un questionnaire dans le plus pur style maccarthyste aux responsables musulmans états-uniens. Il leur serait ainsi demandé de condamner le Hezbollah en tant qu'organisation terroriste, de reconnaître que des fondamentalistes musulmans sont responsables des attentats du 11 septembre, et d'accepter de voir leur vie privée espionnée pour des questions de sécurité plus que tout autre citoyen

états-unien.

Dans cet état d'esprit, l'Attorney General John Ashcroft [13] profite du choc du 11 septembre pour faire adopter l'USA Patriot Act, un texte fleuve dont la préparation a demandé des mois et qu'il présente pourtant six jours après les attentats. Il suspend les libertés fondamentales dans toutes les affaires liées de près ou de loin au terrorisme. Puis, il ordonne le fichage par le FBI de tous les musulmans pratiquants, qu'ils soient étrangers ou nationaux ; il contraint tous les étrangers originaires de pays musulmans à pointer chaque mois au commissariat de leur quartier ; et il planifie la construction de camps d'internement en prévision d'incarcération de masse.

Paul Labarique

[1] À l'inverse, la Légion américaine inspirera la création, en 1939, de la Légion française des combattants.

[2] *La chasse aux sorcières*, de Marie-France Toinet, Editions Complexe, 1995.

[3] *Years of Infamy. The Untold Story of American's Concentration Camp* par Michi Weglyn, William Morrow and Co éd., 1976

[4] *Cold War Critics*, par Thomas G. Paterson, Chicago Quadrangle, 1971.

[5] « Loyalty among government employees », par Thomas I. Emerson et David Helfeld, *Yale Law Journal*, décembre 1948. Cité par Marie-France Toinet, op.cit.

[6] À la même époque, les principaux syndicats états-uniens, et notamment l'AFL et la CIO tentent de se débarrasser de leurs éléments communistes. Voir « [AFL-CIO ou AFL-CIA ?](#) » par Paul Labarique, *Voltaire*, 2 juin 2004

[7] *La chasse aux sorcières*, op.cit.

[8] « [Ronald Reagan contre l'Empire du Mal](#) », *Voltaire*, 7 juin 2004.

[9] Ce syndicat patronal recrutera particulièrement dans les industries d'armement et deviendra l'American Security Council. Il sera alors qualifié par Eisenhower de « *complexe militaro-industriel* ». Il comprenait au départ General Electric, Lockheed, Motorola, Allstate Insurance, Standard Oil of California, General Dynamics, Reynolds Metals, Quaker Oats, Honeywell, U.S. Steel, Kraft Foods, Stewart-Warner, Schick-Eversharp, Illinois Central Railroad, et surtout Seras-Roebuck.

[10] *Power on the Right* par William W. Turner, Ramparts Press, 1971.

[11] Avant de mourir, Malcom X demande à sa secrétaire de prévenir un mystérieux correspondant à Genève dont il inscrit le numéro de téléphone sur un papier. Il s'agit du père adoptif de l'intellectuel suisse Tariq Ramadan. Ce dernier, militant révolutionnaire tiers-mondiste, fait aujourd'hui l'objet d'une campagne de dénigrement internationale qui n'est pas sans rappeler celle qui fut conduite par Hoover contre Malcolm X.

[12] « [Daniel Pipes, expert de la haine](#) », *Voltaire*, 5 mai 2004.

[13] « [John Ashcroft dans le secret des Dieux](#) », *Voltaire*, 2 février 2004.

Chalabi, pion de la guerre CIA-Maison-Blanche

Analyse

Les campagnes électorales présidentielles sont l'occasion de bien des coups bas. Daniel Pipes analyse dans le *Jerusalem Post* l'imputation selon laquelle c'est Ahmed Chalabi qui aurait révélé aux Iraniens que leurs codes secrets avaient été percés par la NSA. À l'issue d'un raisonnement complexe, il déduit que son ami est innocent et que cette imputation mensongère est le fruit d'un complot de la CIA et du département d'État. Compte tenu du peu d'informations disponibles, il est impossible pour le lecteur de conclure définitivement, mais *a contrario* le raisonnement de Pipes indique que son groupe est en guerre contre l'Agence. Reste à savoir s'il s'agit là d'une affaire de plus, ou s'il révèle une facette du conflit opposant la CIA à la Maison-Blanche et qui a déjà conduit le président Bush à prendre un avocat et George Tenet à démissionner.

De son côté, Michael Freund, représentant *de facto* le Likoud, menace George W. Bush dans le *Jerusalem Post*. Si le président ne réalise pas rapidement sa promesse d'il y a quatre ans de transférer l'ambassade des États-Unis de Tel-Aviv à Jérusalem, l'AIPAC pourrait demander aux électeurs juifs de le sanctionner dans les urnes. Pourtant, d'un autre côté, si la Maison-Blanche se conformait aux exigences sionistes, elle violerait les résolutions de l'ONU, interdirait tout règlement pacifique du conflit israélo-arabe, et provoquerait une nouvelle guerre.

La France, quant à elle, est en pré-campagne. Dans un entretien aux *Échos*, le ministre de l'Économie français, Nicolas Sarkozy, souligne calmement que le passage de l'Union des 6 à l'Europe des 25 suppose que l'on passe d'une stratégie fondée sur l'axe franco-allemand à une autre ouverte aux grands partenaires (Royaume-Uni, Espagne, Italie, Pologne). Puis, tout aussi calmement, il observe qu'en attendant la désignation future d'un président de

l'Union, il est possible de désigner tout de suite un président de la zone monétaire euro. Il n'échappera à personne, qu'une fois de plus, les propositions argumentées de M. Sarkozy sont directement tournées contre M. Chirac. La première vise à casser l'axe Chirac-Shröder et le projet d'unification diplomatique franco-allemand, qui indisposent Washington, pour le noyer dans le magma atlantiste. La seconde, vise à damer le pion à Jacques Chirac, que l'on sait candidat à la présidence de l'Union, pour devenir le président de la zone monétaire.

Plus que jamais, l'expédition irakienne est un nid à problèmes. Les ministres suédois et britannique des Affaires étrangères, Laila Freivalds et Jack Straw, qui s'étaient opposés à propos de l'invasion, s'unissent dans l'*International Herald Tribune* pour faire avancer le droit international. Ils prennent position pour les mécanismes de prévention du génocide, pour la Cour criminelle internationale et pour le Protocole additionnel de la Convention contre la torture. Le soutien de Stockholm vaudrait brevet de bonne volonté pour Londres alors que les soldats de Sa Majesté se livrent à toutes sortes d'exactions en Irak.

Le sociologue Amitai Etzioni joue au réaliste dans le *Los Angeles Times*. Il faut admettre, écrit-il, que l'on ne rendra leur souveraineté aux Irakiens que de manière très progressive. D'ailleurs, poursuit-il, dans le monde interdépendant dans lequel nous vivons, aucun État n'est totalement souverain, il y a partout des ingérences et de la supra-nationalité. M. Etzioni est fidèle à lui-même : voici deux ans qu'il dénonce le péril islamique, préconise la guerre au terrorisme et affirme que les populations musulmanes sont incapables, à court terme, de vivre en démocratie. Il n'a donc jamais considéré que l'invasion de l'Irak apporterait la démocratie, mais qu'elle était nécessaire pour des raisons géostratégiques.

Les sénateurs républicains Mike DeWine et John McCain sonnent l'alarme dans le *Washington Post* : si l'on n'intervient pas au Darfour, un nouveau génocide y sera commis. Cependant leur indignation consensuelle ne livre aucun élément d'analyse sur les causes et l'organisation de la guerre. Elle ne laisse ouverte que des solutions coercitives.

Enfin, le ministre italien des Affaires étrangères, Franco Frattini, a présenté sa politique pour les Balkans au Royal Institute of International Affairs. Selon les extraits qu'en publie *The Independent*, Rome souhaite stabiliser la mosaïque de micro-États surgis du démantèlement de la Yougoslavie et de l'effondrement du régime d'Hodja en favorisant leur intégration, sans exception, dans l'OTAN et l'Union européenne.

Réseau Voltaire

Daniel Pipes



Membre de l'US Institute of Peace, Daniel Pipes (Le 3 de cœur du régime Bush) est directeur du Middle East Forum et auteur de *Militant Islam Reaches America*. Il est collaborateur de Benador Associates et a fondé Campus Watch, une organisation dont le but est de soutenir la vision néo-conservatrice du Proche-Orient dans les universités états-uniennes. Voir à ce sujet, l'investigation du Réseau Voltaire : « *Le Centre pour la politique de sécurité : les marionnettistes de Washington* ». Il a participé au sommet de Jerusalem.

« Chalabi disculpé par la logique »

Source : Jerusalem Post

Référence : « Walking back the Chalabi cat », par Daniel pipes, *Jerusalem Post*, 23 juin 2004. Version française

Le gouvernement iranien a récemment appris que les services de renseignement américains avaient déchiffré ses codes et pouvaient lire ses courrier et communications confidentielles. Cette révélation est un coup porté aux intérêts états-uniens. Des sources anonymes ont prétendu que c'est **Amhed Chalabi**, un homme avec lequel j'ai travaillé et que j'admire depuis 1991, qui aurait prévenu les Iraniens. Chalabi dément et affirme que l'**Iraqi National Congress** n'a jamais reçu d'informations classifiées. Bien que cela ne vaille pas grand-chose, l'Iran a également démenti que Chalabi était son informateur.

Je ne crois pas que Chalabi ait été l'informateur de l'Iran et je crois que cette révélation qui met à mal la sécurité du pays est la responsabilité du **département d'État** et de la **CIA**. Voilà comment je suis arrivé à cette conclusion en utilisant la logique que William Safire présente comme « marcher derrière le chat ». Je pose trois postulats de départ : 1) La réaction de Washington tend à démontrer que les cryptographes états-uniens avaient bien réussi à déchiffrer les codes iraniens, 2) Les réactions de Washington ont été interprétées par Téhéran comme la preuve que leurs codes étaient déchiffrés et 3) Téhéran a pris des mesures pour retrouver le secret.

Partant de ces postulats, nous avons plusieurs possibilités. Si Chalabi n'a rien dit alors d'où viennent les informations qui l'accusent. Cela peut être la CIA et le département d'État pour le discréditer (Plausible, *Time magazine* affirmait dès avril que la Maison-Blanche voulait le marginaliser) ou les Iraniens qui ont fait circuler cette rumeur pour vérifier si leur codes étaient déchiffrés (Plausible, cela expliquerait pourquoi ils ont utilisé le même code pour discuter de cette éventuel décryptage). Si Chalabi a dit que Washington avait découvert le code, il peut y avoir plusieurs explications. Peut-être l'a-t-il inventé et cela s'est révélé exact (plausible, Chalabi a des liens avec les Iraniens depuis 1995 pour les tromper) ou alors il croyait fournir de la désinformation mais il disait en réalité la vérité (peu probable, trop compliqué) ou enfin il a sciemment fourni des informations secrètes (peu probable, comment les auraient-ils obtenus de la part des États-Unis ?).

Quoi qu'il en soit, même si c'est Chalabi qui a donné l'information aux Iraniens, ces derniers n'ont pu en être sûrs que lorsque le brouhaha a commencé à Washington. En fait, ce que Chalabi a fait ou non n'a pas d'importance, ce sont les réactions à cette affaire qui ont réellement fourni une information à Téhéran. Ce sont les réactions de la CIA et du département d'État qui pose problème et c'est ce sur quoi la presse enquêterait si le faisait son travail correctement.

Michael Freund

Michael Freund a été sous-directeur à la communication et au planning politique dans le cabinet de l'ancien Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu.

« Déplacer l'ambassade maintenant »

Source : Jerusalem Post

Référence : « Move the embassy, now », par Michael Freund, *Jerusalem Post*, 23 juin 2004.

Pour la septième fois, **George W. Bush** a violé sa promesse électorale de 2000 en repoussant le déplacement de l'ambassade des États-Unis en Israël de Tel-Aviv à Jérusalem. Le 15 juin, il a demandé un nouveau report de six mois de l'application du *Jerusalem Embassy Relocation Act*, qui avait été adopté en 1995 par une large majorité des deux chambres. Il a expliqué ce report pour « protéger les intérêts de sécurité nationale des États-Unis ». Le fait qu'il ait rappelé que son « administration est résolue à commencer le déplacement de son ambassade » n'est pas rassurant car il s'agit exactement de la même phrase qui avait été prononcé à chaque report précédent depuis le premier, le 11 juin 2001.

Pourtant, le gouverneur du Texas l'avait promis devant la convention annuelle de l'AIPAC en mai 2000, insistant sur le fait que cette mesure aurait lieu aussitôt qu'il entrerait en fonction. Cette décision de report est surprenante, tout comme l'est la raison de ce report : la peur des réactions des Palestiniens et de leurs partisans arabes. Alors que les États-Unis mènent une guerre globale au terrorisme, Bush ménage les terroristes palestiniens et cède à leur exigence sur Jérusalem. Le président ne semble pas comprendre qu'en agissant ainsi il met en danger les États-Unis et renforce les Palestiniens.

Israël est l'allié loyal des États-Unis et il n'y a pas de raisons qu'on lui refuse une installation de l'ambassade à Jérusalem. La décision de Bush n' a pas suscité de réaction, même chez les partisans d'Israël et il est temps que cela change. Alors que la bataille entre Bush et Kerry semble devoir être serrée, il faut rappeler au président que sa décision pourrait avoir un impact dans les urnes. La décision de ne pas déplacer l'ambassade est en effet un affront fait à Israël, au peuple juif et à tous ceux qui aiment la ville sainte et qui veule la voir unie sous le contrôle d'Israël.

Nicolas Sarkozy



Ancien ministre de l'Intérieur français, Nicolas Sarkozy est ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

« Ma méthode pour réformer »

Source : Les Échos

Référence : « Ma méthode pour réformer », par Nicolas Sarkozy, *Les Échos*, 23 juin 2004. Ce texte est adapté d'une interview. Nous avons choisi de ne traiter que des questions en lien avec la politique internationale.

La France a pris par la voix de sa plus haute autorité, le président de la République, trois engagements au niveau européen : revenir à moins de 3 % de déficit, respecter le critère des 60 % de dette publique et stabiliser la dépense sur la durée de la législature. C'est ce dernier point qui est le plus important car le non-respect des 3 % peut être lié à des causes exogènes, alors que maintenir les dépenses publiques à un niveau zéro d'augmentation ne dépend que de nous. C'est un signe de vertu budgétaire important.

Dans nos relations avec les autres pays européens, je crois à l'axe franco-allemand, à son importance et au rôle essentiel qu'il revêt, ne serait-ce que pour assurer la paix. Il n'est pas absurde que les deux premières puissances de cet ensemble aient un dialogue privilégié. Mais je pense que ce dialogue ne doit pas être exclusif. Vivre à vingt-cinq, c'est très différent de ce qu'était la Communauté européenne des six ou des neuf. En réalité, il y a aujourd'hui en Europe six pays (la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, l'Espagne, l'Italie et la Pologne) qui comptent approximativement entre 40 et 80 millions d'habitants chacun, qui ont et auront les mêmes problèmes à gérer. Je pense que, à l'avenir, ces six pays-là devront davantage travailler ensemble, sans exclure toutefois aucun autre.

Nous sommes douze pays à avoir une monnaie unique, un marché unique et une banque centrale unique, mais qu'il n'y a pas de gouvernement économique unique. Je propose donc que nous anticipions dès maintenant l'application de la réforme de la Constitution européenne, et que, de la même manière qu'il y aura un président du Conseil des ministres élu pour deux ans et demi, nous ayons un président de l'Eurogroupe qui soit élu pour deux ans et demi. Quant à la répartition des pouvoirs, je pense que c'est l'Eurogroupe et non pas l'Ecofin qui doit décider qui entre dans le club et qui doit prononcer les sanctions en cas de manquement aux règles du Pacte. C'est l'Eurogroupe qui doit être l'embryon d'un gouvernement économique européen.

Jack Straw, Laila Freivalds



Jack Straw est ministre travailliste des Affaires étrangères britanniques.



Laila Freivalds est ministre des Affaires étrangères de Suède.

« Un ordre global fondé sur la justice »

Source : International Herald Tribune

Référence : « A global order based on justice », par Laila Freivalds et Jack Straw, *International Herald Tribune*, 23 juin 2004.

Il ne peut y avoir de paix sans justice, pas de liberté sans Droits de l'homme et pas de développement durable sans respect de la loi. Le génocide rwandais il y a dix ans a entraîné une large dévastation avec des conséquences pour nous tous et les attaques du 11 septembre trouvent leurs racines dans la répression des talibans. Dans notre monde interdépendant, ces événements appellent à un renforcement de la loi internationale et de son application.

Le système multilatéral de l'ONU a prévenu un conflit majeur pendant 60 ans, mais ces règles ont évoluées. Le droit humanitaire s'est renforcé et la souveraineté des États dans le traitement de leur population et des autres.

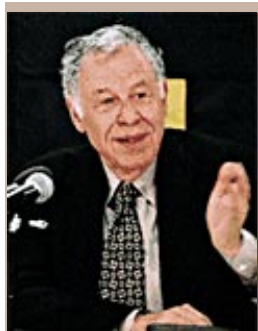
Quand cette responsabilité n'est pas respectée, la communauté internationale peut agir, comme dans les Balkans. Toutefois, la prévention est préférable et c'est ce à quoi nous nous sommes engagés lors du Forum international de Stockholm pour la prévention du génocide en janvier et à l'ONU.

Les Droits de l'homme sont au cœur des relations étrangères européennes et nous dialoguons avec des pays tiers sur ce sujet ou nous prenons des sanctions dans les cas les plus graves. Nous devons fixer un barème d'appréciation des cas pour savoir quelle réponse apporter aux différentes situations.

Le Royaume-Uni et la Suède étaient en désaccord sur l'intervention en Irak, mais aujourd'hui, ils s'accordent sur la reconstruction. Il est impératif de combattre le terrorisme dans le respect des Droits de l'homme. Il faut également combattre le désespoir et la pauvreté qui engendrent le terrorisme. Nos gouvernements sont engagés à combattre la misère par la diminution de la dette, le commerce équitable, l'aide au développement durable, la lutte contre la dégradation de l'environnement et la promotion de la bonne gouvernance. Nous appuyons également la politique de l'Union européenne en faveur de la **Cour criminelle internationale** et nous souhaitons la ratification du Protocole additionnel de la Convention contre la torture.

Nos deux pays se battent pour le respect de la loi internationale.

Amitai Etzioni



Amitai Etzioni est professeur de sociologie à la George Washington University. Il est l'auteur de *The Limits of Privacy*. Il a été membre de la Task Force on National Security in the Information Age, groupe financé par la Markle Foundation, qui regroupait les principales sociétés de hautes technologies et des représentants des agences de renseignement des États-Unis.

« Un "Irak souverain" ? N'y pensez même pas »

Source : Los Angeles Times

Référence : « A 'Sovereign' Iraq ? Don't You Believe It », par Amitai Etzioni, *Los Angeles Times*, 23 juin 2004.

Cette fois nous y sommes, les États-Unis sont devenus les victimes de leur propre propagande. Le président **George W. Bush** a affirmé qu'il rendrait sa « souveraineté pleine et entière » à l'Irak le 30 juin, nous avons dit que nous remettrions Saddam Hussein aux Irakiens et que l'occupation serait remplacée par un auto-gouvernement des Irakiens.

Ces grandes promesses sont aussi peu crédibles qu'intenables. Certaines d'entre elles ont déjà été re-qualifiées. Ainsi, Saddam Hussein sera sous l'autorité « légale » des Irakiens, mais ce sont les États-Unis qui en conserveront la garde. Imaginons qu'un juge ou un jury irakien acquitte Saddam Hussein, les États-Unis ne le laisseraient pas être relâché. C'est bien l'illustration que, comme nous avons promis de faire de l'Irak un pays sûr et démocratique, nous ne pouvons pas rendre leur souveraineté aux Irakiens pour l'instant.

De toute façon, la notion de « souveraineté pleine et entière » n'a pas de sens tant il est fréquent que des nations interfèrent dans les affaires des autres. Dans les dernières années, une puissance ou une autre, parfois seule parfois en coopération, a été présente en Afghanistan, en Haïti, au Libéria, au Congo, en Somalie, en Sierra Leone, en Bosnie, en Serbie ou au Liban parmi tant d'autres exemples pour renverser un régime, en installer un ou bien pour « maintenir la paix ». Bien sûr certaines de ces opérations ont été menées avec l'aval de l'ONU, mais cela ne fait que souligner que les nations laissent une part de leur souveraineté à l'ONU, ou que l'ONU la leur vole si on veut un point de vue de droite. La **Cour criminelle internationale**, que les États-Unis n'ont pas ratifiée, repose sur l'idée qu'un citoyen d'un pays A peut être amené devant la juridiction d'un pays B par les troupes d'un pays C. Les pays de l'Union européenne voient leur gouvernance contrôlée par les institutions européennes et des États ont dû changer de politique suite à l'intervention du **FMI**.

En Irak, la seule différence est que le pays a moins de pouvoir que le plus faible des États et le transfert de compétence n'y changera rien. Il faudrait mieux que l'administration Bush admette que la souveraineté existe à des degrés différents et que celle de l'Irak sera rendue graduellement. Il faut aussi cesser de brocarder l'ONU et la CCI et envoyer Saddam Hussein se faire juger à La Haye.

John McCain, Mike DeWine



Ancien prisonnier de guerre au Vietnam et issu d'une famille de militaires états-uniens de haut rang, John McCain est sénateur républicain de l'Arizona. Il est président de la Commission du commerce, des sciences et des transports et membre de la Commission des forces armées du Sénat états-unien. Il était en 2000, le principal rival de George W. Bush à l'investiture républicaine pour l'élection présidentielle. Il préside l'International Republican Institute, un organisme satellite de la National Endowment for Democracy.



Mike DeWine est sénateur républicain de l'Ohio. Il s'est illustré de manière consensuelle dans la défense des droits des enfants et le soutien à la guerre à la drogue.

« Cela se déroule à nouveau »

Source : Washington Post

Référence : « It's Happening Again », par Mike DeWine et John McCain, *Washington Post*, 23 juin 2004.

Si nous pouvions revivre les événements d'il y a dix ans au Rwanda et que nous avions alors la certitude que cela conduirait à la mort de 800 000 personnes, on peut penser, vu les déclarations des dirigeants mondiaux sur le sujet, que les choses seraient très différentes. Pourtant, en 2004, comme en 1994, la communauté internationale est sur le point de faire une erreur tragique au Soudan.

Le Darfour, une région de l'ouest du Soudan de la taille du Texas, est le site de la pire crise humanitaire dans le monde aujourd'hui. Depuis décembre, le gouvernement arabe du Soudan s'est associé au Janjaweed, des milices arabes, pour combattre une insurrection au Darfour en pratiquant un nettoyage ethnique contre les populations noires : 1,1 million de personnes ont été déplacées et 30 000 sont déjà mortes. Selon l'**Agence des États-Unis pour le développement international**, 320 000 pourraient mourir d'ici à la fin de l'année. Face à la catastrophe, le gouvernement de Khartoum et les milices continuent de bloquer l'aide humanitaire et les destructions se poursuivent. L'administration Bush a dénoncé cette situation et a pris des mesures admirables comme des pressions diplomatiques et le **département d'État** a déclaré que le gouvernement soudanais se trompait s'il pensait vraiment disposer d'un passe-droit au Darfour en échange de la paix dans le Sud. Toutefois, alors que la saison des pluies approche, nous devons faire plus et nous devons le faire maintenant. Le Conseil de sécurité doit exiger que le gouvernement soudanais cesse toute violence contre les civils et laisse les personnes déplacées rentrer chez elles. Sans cela, le gouvernement sera sanctionné. Des forces de maintien de la paix doivent être déployées au Darfour. En plus d'actions entamées par le Conseil de sécurité, les États-Unis doivent mettre en place leurs propres sanctions.

Franco Frattini



Franco Frattini est ministre italien des Affaires étrangères.

« Notre plan pour créer une stabilité irréversible dans les Balkans »

Source : The Independent

Référence : « Our plan to bring irreversible stability to the Balkans », par Franco Frattini, *The Independent*, 23 juin 2004. Ce texte est adapté d'un discours prononcé devant le Royal Institute of International Affairs.

L'Italie a un intérêt clair dans une stabilisation réussie des Balkans. Nous sommes très heureux des remarquables progrès des dernières années dont l'exemple le plus frappant est l'accession de la Slovaquie à l'Union européenne. Personne ne peut douter de la résolution du gouvernement italien à agir pour faire des Balkans une ère de paix, de liberté, de stabilité et de prospérité. Il est réconfortant que nos partenaires européens partagent notre point de vue sur la question.

Cette vision des Balkans a été un des principes qui ont guidé la présidence italienne de l'Union européenne quand les institutions européennes et les pays des Balkans occidentaux ont intensifiés leurs rapports. L'Italie soutient la Croatie dans son aspiration à intégrer l'Europe et les institutions euro-atlantiques et se félicite de la décision du Conseil européen d'accepter la candidature de ce pays. Nous sommes prêts à soutenir tout État qui sera capable de prendre des engagements similaires et cela s'applique à l'Albanie, à la Serbie et au Monténégro.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .